

## La 8<sup>e</sup> compagnie Brandebourg ? Tout sauf un détail !

Par Olivier FIGOREAU



Scène finale du film *Un homme de trop*, adaptation du roman éponyme de Jean-Pierre Chabrol, un ancien FTP. Présentés comme des Waffen-SS, les Français qui combattent les maquis dans les Cévennes sont en réalité des éléments de la 8e compagnie Brandebourg (capture d'écran).

L'une des unités allemandes les plus brutales ayant opéré en France pendant l'Occupation était composée de... Français.

En dépit de la modestie de ses effectifs, la 8<sup>e</sup> compagnie du 3<sup>e</sup> régiment de la division Brandebourg fut, à n'en pas douter, un acteur de premier plan de la répression de la Résistance conduite par les Allemands dans le Sud de la France en 1943-1944. Non seulement en Provence, où l'action de cette unité très particulière fut la plus lourde de conséquences mais aussi dans certains départements limitrophes de l'actuelle région PACA (Ardèche et Gard, notamment) et dans le Sud-Ouest (Gironde et Pyrénées-Atlantiques, surtout). Action dont l'ampleur est notamment confirmée par la lourdeur du bilan criminel imputable à l'unité : entre 350 et 500 assassinats<sup>1</sup> (ce qui exclut les maquisards tués lors des combats), selon une estimation réalisée par l'auteur de ces lignes pour son livre *Sanglante*

---

<sup>1</sup> En prenant pour point de départ une note rédigée par les services du tribunal militaire de Marseille (DCAJM, TM Marseille, jugement n° 42/7135 du 14 février 1951) faisant état de 235 assassinats, chiffre qu'il convient d'affiner et de compléter avec les crimes commis hors du territoire de l'ex-15<sup>e</sup> région militaire ou dont l'existence était ignorée du rédacteur de la note.

*randonnée* (Histoire et Collections, 2013), consacré à l'action de la 8<sup>e</sup> compagnie dans notre pays et à celle d'une partie de ses membres versés dans les formations de chasse de la Waffen-SS à l'automne 1944. Ces chiffres font de notre objet d'étude l'une des formations allemandes les plus brutales de toutes celles ayant opéré en France. Il est vrai loin derrière la division Das Reich qui, ne serait-ce qu'avec le massacre d'Oradour, ne peut être délogée de la tête du classement, mais que la 8<sup>e</sup> compagnie surclasse si l'on raisonne en valeur relative, c'est-à-dire si l'on ramène le nombre des victimes à l'importance des effectifs.

Jusqu'à la parution, en 2013, de mon livre *Sanglante randonnée*, l'action de la 8<sup>e</sup> compagnie (devenue Streifkorps Südfrankreich en juillet 1944), n'avait été abordée que de façon succincte dans un ouvrage consacré à la collaboration militaire (*Les Français sous le casque allemand*, Pierre-Philippe Lambert et Gérard Le Marrec, Grancher 1994) ou dans des livres au cadre territorial limité à certains départements comme le Vaucluse, l'Ardèche ou le Gard. Elle avait été évoquée, sans être citée, dans une œuvre de fiction, le livre *Un homme de trop* de Jean-Pierre Chabrol (Gallimard, 1958) adapté au cinéma en 1967 par Costa-Gavras, où les soldats de la 8<sup>e</sup> compagnie étaient présentés à tort comme des Waffen-SS.

## **Brigade internationale**

L'histoire commence en 1943. Fin février, le II<sup>e</sup> bataillon du 3<sup>e</sup> régiment de la division Brandebourg, venant d'Allemagne, s'installe en France, à l'ouest de Pau, en vue d'une mission qui ne viendra jamais : prendre le contrôle des cols des Pyrénées pour permettre à la Wehrmacht d'aller occuper le territoire espagnol dans le cas d'une intervention alliée dans la péninsule ibérique. Créées avant la guerre sous l'égide de la section II (sabotage et subversion) de l'*Abwehr*, les services secrets de l'armée allemande, les unités *Brandenburg* (Brandebourg), du nom de leur ville « natale », constituent une troupe d'élite capable de conduire des opérations en territoire ennemi. Leurs soldats ont mené à bien des missions délicates à la pointe des grandes offensives allemandes, notamment en Norvège, en Belgique et aux Pays-Bas puis à l'Est, habillés en gendarmes hollandais ou en soldats de l'Armée rouge, parfois vêtus en civil, faux cheminots polonais ou prétendus ingénieurs tchèques, jouant leur rôle avec d'autant plus de crédibilité que les « Brandebourgeois » parlent la langue des hommes dont ils usurpent l'identité. Beaucoup sont des Volksdeutsche, membres des minorités germanophones d'Europe de l'Est (Sudètes, Banat, Transylvanie, Pays baltes, Volga...) ou des citoyens allemands ayant vécu à l'étranger (Afrique, Moyen-Orient, Amérique latine, USA).

En 1943, les formations Brandebourg ont grossi au point de représenter une division, dont le contrôle a d'ailleurs échappé à l'*Abwehr* pour passer sous celui du *Wehrmachtführungsstab* (WFSt), le bureau des opérations de l'état-major des armées, qui emploie ces unités de plus en plus pour lutter contre les partisans, dans les Balkans ou à l'arrière du front russe. En France, le II<sup>e</sup> bataillon, provisoirement inoccupé, entreprend de sécuriser son secteur et décide pour cela de transformer sa 8<sup>e</sup> compagnie, composée de Russes recrutés dans les camps de prisonniers, en une unité de volontaires français. Au fil des mois, celle-ci va prendre l'allure d'une brigade internationale où cohabiteront les ressortissants d'au moins une douzaine de nations : des Français, de loin les plus nombreux, et des Allemands, mais aussi des Tchèques, des Ukrainiens, des Roumains, des Russes, rejoints par des Italiens et des Espagnols.

## Nazis cent pour cent

Dès le départ et jusqu'à la fin le Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot va fournir la grande majorité des effectifs, mais l'on retrouvera à la 8<sup>e</sup> compagnie des membres d'à peu près toutes les formations collaborationnistes : Rassemblement national populaire (Déat), Mouvement social révolutionnaire (Deloncle), Francisme (Bucard), Parti français national-collectiviste (Clémenti), Milice etc. Sans compter des anciens de la LVF ou d'unités auxiliaires de l'armée allemande (NSKK *Luftwaffe*, *Legion Speer*, police des chantiers de la *Kriegsmarine*, gardes armés de l'Organisation Todt) et même des résistants « retournés ». Le registre des plaques d'identité individuelles attribuées aux soldats, conservé au service historique de la Défense dans le fonds des services secrets, permet de se livrer une ébauche d'étude sociologique. Sur 169 ressortissants français indiqués comme ayant souscrit un engagement dans l'unité, 101 sont nés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1922 et le 31 décembre 1928, c'est-à-dire qu'ils étaient, selon le mois de leur naissance et la date de leur enrôlement (pas toujours possible à connaître avec précision), soit mineurs à l'époque de leur incorporation soit à peine majeurs. Le plus jeune engagé est un Marseillais natif du 22 décembre 1928, ce qui signifie qu'il avait 15 ans au moment où il a rejoint l'unité, à l'été 1944. Huit volontaires sont nés en 1927. Ils avaient donc 16 ou 17 ans lorsqu'ils ont revêtu l'uniforme de la Wehrmacht. S'agissant des plus anciens, 28 hommes, nés en 1914 ou avant, étaient déjà trentenaires ou quasi-trentenaires à l'époque où ils ont rejoint la division Brandebourg. Sur ces 28, quatre avaient plus de 40 ans, le doyen, né le 15 juin 1896, approchant, lui, la cinquantaine.



Citadelle de Pont-Saint-Espirit, fin avril ou début mai 1944. Autour du sous-lieutenant Demetrio, des volontaires français de la 8e compagnie dont seule une partie a pu être identifiée (source photo : DCJAM)

La répartition par origines régionales est sans surprise. On observe une surreprésentation des régions dans lesquelles l'unité a opéré, celle-ci ayant logiquement puisé dans son milieu naturel, en grande partie grâce aux représentants du PPF de Bordeaux (au moins une trentaine d'hommes originaires du Sud-Ouest) et de Marseille (une soixantaine de Provençaux). Surreprésentation également de la région parisienne où un effort de recrutement particulier a été mené par les démarcheurs écumant les milieux collaborationnistes (une soixantaine de soldats domiciliés dans l'ex-département de la Seine ou des départements voisins).

L'encadrement est allemand. On ne dénombre que peu d'officiers, guère plus de trois pour la majeure partie du temps où la compagnie se trouve en France : son chef, le capitaine Träger, son second, le sous-lieutenant Demetrio, ex-professeur de langues et de musique, et le sous-lieutenant Striefler, docteur en philosophie. Les officiers semblent avoir joué un rôle relativement effacé. Träger est décrit par un volontaire français en avril 1948 devant la justice militaire comme « un être timoré ». Un autre affirme en 1945 que le capitaine n'était pas national-socialiste, mais qu'il laissait faire ses sous-officiers qui, eux, étaient « nazis cent pour cent ». Plusieurs témoins indiquent que le véritable chef, « l'âme de la compagnie », tant sur le plan militaire que politique, était l'adjudant Schwinn, né d'un père allemand et d'une mère suisse installés en Italie.

### **Dans au moins 19 départements**

Les premiers Français sont incorporés en mai 1943. Dès le mois de juin, ils participent à une opération permettant l'arrestation d'une trentaine de réfractaires du STO qui tentaient de passer en Espagne clandestinement. En août 1943, aux Eaux-Bonnes (Pyrénées-Atlantiques), des « Brandebourgeois » commettent leur premier assassinat connu, le meurtre d'un passeur. Évidemment, ce n'est qu'un début. De la mi-1943 jusqu'à la fin de l'été 1944, la 8<sup>e</sup> compagnie va opérer dans au moins 19 départements : les Alpes-Maritimes, les ex-Basses-Alpes, les Bouches-du-Rhône, le Var, le Vaucluse, l'Aude, le Gard, la Lozère, l'Ardèche, la Drôme, le Rhône, les ex-Basses-Pyrénées, la Gironde, l'Orne et les ex-départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, plus le Haut-Rhin, les Vosges et le Territoire de Belfort après l'évacuation du sud de la France en août 1944. Au total, on trouve donc trace d'une activité « brandebourgeoise » dans au moins neuf des anciennes régions sur 22. Toutefois, notre liste des territoires « visités » par les soldats de la 8<sup>e</sup> compagnie n'est probablement pas complète et il faudrait y ajouter certains départements où seuls, pour le moment, des indices d'une activité « brandebourgeoise » sont apparus.

On le voit, plutôt que de « pacifier » un secteur limité, la compagnie va se scinder en une série de détachements allant de la section (20 à 30 hommes) à l'agent seul, opérant en civil, avec une fausse identité et une « couverture ». À la fin de l'été 1943, l'unité se trouve éclatée entre Lyon, la Gironde et Toulon, où interviennent les différentes sections, Marseille, où elle a son PC et ses services, et les Eaux-Bonnes, près de Pau, où sont formées les nouvelles recrues. En 1944, le dispositif est recentré sur la Provence, autour de la citadelle de Pont-Saint-Esprit avec des détachements opérant pour des durées variables depuis Bandol (Var), Viviers (Ardèche), Alès (Gard), Cavaillon et Avignon (Vaucluse), Digne (Alpes-de-Haute-Provence) et, pour peu de temps, avant l'évacuation de la France par la Wehrmacht, Aix-en-

Provence (Bouches-du-Rhône) et Grasse (Alpes-Maritimes). Les détachements ne cesseront de bouger, ne restant jamais plus de deux à trois mois au même endroit, menant une vie autonome, faisant leur jonction pour conduire certaines opérations avant d'éclater en sous-groupes. Dans le même temps et jusqu'à l'été 1944, la 8<sup>e</sup> compagnie enverra des petites équipes ou des hommes seuls dans des villes parfois très éloignées de ses cantonnements : Carcassonne, Nîmes, Lyon et même Paris.

L'unité va être impliquée dans des dizaines d'affaires qui alimenteront la chronique judiciaire après la Libération : l'attaque de la gendarmerie de Sainte-Foy-la-Grande, en Gironde (décembre 1943), l'assassinat d'une dizaine de maquisards à la ferme de La Limate, près de Signes, dans le Var (janvier 1944), la destruction du camp de maquisards d'Izon-la-Bruisse (février 1944), la traque du maquis Bir Hakeim dans le Gard (février 1944), le massacre de Valréas (juin 1944), l'attaque du maquis de la Chaîne des Côtes, dans le sud du Lubéron (juin 1944), la décapitation du comité départemental de Libération des Basses-Alpes à Oraison (juillet 1944), les coups portés au réseau Tartane-Masséna, dont la capture de Hélène Vagliano, figure de la Résistance sur la Côte d'Azur (juillet 1944), l'arrestation des résistants fusillés place Bellecour à Lyon en représailles à un attentat (juillet 1944), l'opération contre la Résistance à Aix-en-Provence (août 1944), etc. L'implication de la 8<sup>e</sup> compagnie fin juillet 1944 dans la liquidation du maquis du Vercors, évoquée par certains auteurs (sans indication de sources), nous semble en revanche peu vraisemblable.

### **Tromper l'ennemi en se faisant passer pour lui**

La 8<sup>e</sup> compagnie va se singulariser des autres acteurs de la répression par sa terrifiante efficacité, due à l'emploi de Français originaires pour partie des régions dans lesquelles l'unité agit, mais aussi à la qualité (sur le plan militaire) de son encadrement, à sa spécialisation dans la contre-insurrection et à une absence quasi-totale de scrupules. La torture est couramment utilisée et, dès janvier 1944, l'unité prend l'habitude de supprimer une partie de ses prisonniers. Certains finiront jetés dans le Rhône, notamment à Pont-Saint-Esprit, précipités dans un puits de mine près d'Alès ou abandonnés au bord des routes. Les « Brandebourgeois » n'ont peut-être pas inauguré cette pratique, apparue en France au plus tard fin décembre 1943 avec la liquidation de 24 réfractaires du STO et d'un fruitier par les hommes d'un régiment de police à l'issue d'une opération menée à Habère-Lullin (Haute-Savoie), mais ils ont manifestement contribué à la rendre banale.

La 8<sup>e</sup> compagnie va faire preuve d'une parfaite maîtrise de la guerre contre-insurrectionnelle, notamment en adaptant les méthodes « brandebourgeoises » (tromper l'ennemi en se faisant passer pour lui) à sa mission. Les soldats passeront ainsi maîtres dans l'art d'opérer dans la tenue de leurs adversaires, portant brassards à croix de Lorraine et mitraillettes britanniques Sten. Un sous-officier allemand, qui a vécu aux USA et parle anglais comme un parfait américain, piègera de nombreuses victimes en se présentant comme un officier allié parachuté en France. Dans le même temps, on l'a vu, la compagnie développera une activité d'infiltration des organisations de la Résistance habituellement conduite par les agents d'organismes comme la section III de l'*Abwehr* (contre-espionnage), la *Geheime Feldpolizei* (l'équivalent de notre Sûreté aux armées) ou le Sipo/SD (appelé à tort « la Gestapo »).

Signe de son étonnante polyvalence, l'unité va recourir également à certains procédés de la

guerre dite « psychologique », comme l'utilisation, notamment à Alès et à Cavaillon, d'une voiture sono diffusant une propagande à destination de la population française. Procédé qui préfigure l'action des compagnies de haut-parleurs de l'armée française en Algérie. Les historiens militaires qui s'intéressent aux méthodes de la contre-insurrection trouveraient assurément dans la 8<sup>e</sup> compagnie un objet d'étude dont on cherche en vain l'équivalent dans l'histoire des guerres dites asymétriques du passé, menées notamment en Afrique ou en Extrême-Orient par les ex-puissances coloniales.

### **Une étude éclairante**

L'unité se signale également par un goût immodéré pour la rapine, le vol, le pillage, l'extorsion de fonds. À l'insu de ses chefs, un « Brandebourgeois » français remettra en liberté un responsable local de l'Organisation de résistance de l'armée (ORA) en août 1944 en échange de 70 000 francs. Il est vrai que la qualité de l'homme n'était pas connue de ceux qui l'avaient arrêté. La 8<sup>e</sup> compagnie prend ainsi, souvent, l'allure d'une bande de malfaiteurs. Certains de ses soldats seront d'ailleurs punis pour des faits crapuleux comme les deux auteurs de l'assassinat d'un vieillard en Gironde en janvier 1944. Ceux-là seront chassés de l'unité et sans doute déférés devant un tribunal militaire. Deux autres, devenus semble-t-il incontrôlables, seront jetés en prison à la citadelle de Pont-Saint-Esprit et liquidés au cours d'une prétendue « tentative d'évasion ». Un sous-officier allemand, l'adjudant Feldmann, chef d'un groupe opérant exclusivement en civil, sombrera dans le banditisme, se mettant en quelque sorte à son compte et se spécialisant dans le racket (et probablement aussi l'assassinat) des juifs. Il disparaîtra dans la nature avec son butin en août 1944, lors de la retraite vers l'Allemagne.

Éclairante sur la radicalisation des méthodes employées par la Wehrmacht à la fin de l'Occupation, l'étude de la 8<sup>e</sup> compagnie l'est également quant au caractère passablement frelaté d'une histoire de la Résistance écrite en grande partie par ses propres acteurs ou leurs admirateurs, « héritiers » revendiqués d'hommes et de femmes qui ne leur ont rien demandé et pourraient être portés à voir dans la servilité de ces dévots la marque, non pas d'un esprit d'insoumission, mais la manifestation d'un conformisme propre à ceux qui, toujours, prennent soin de se trouver du bon côté du manche. En examinant les événements avec les yeux de l'occupant (évidemment pas dans le sens où il s'agirait d'épouser sa cause !), on découvre les vrais bilans des affrontements, où les effectifs des troupes allemandes et leurs pertes sont systématiquement gonflés, dans des proportions qui confinent au grotesque. On constate que les résistants arrêtés, très souvent, parlent, qu'ils parlent même beaucoup, parfois sans avoir été touchés, et que la France n'est pas en proie seulement à une lutte de libération, mais également à une guerre civile où les « Brandebourgeois » se meuvent à leur aise, trouvant des soutiens dans une partie de la population. Tout aussi dérangent, on a confirmation que les maquis usent parfois de méthodes aussi brutales que celles de leurs adversaires et qu'à l'heure de l'épuration, dans certaines villes du Midi, les atrocités de résistants, qui n'étaient sans doute pas tous de la dernière heure, dépassèrent parfois dans l'horreur celle des hommes de la 8<sup>e</sup> compagnie. Enfin, la non-intervention, avant juin 1944, dans la répression des maquis, alléguée par l'historien Robert Paxton, des troupes relevant du haut-commandement à l'Ouest (*Oberbefehlshaber West*, OB West), déployées dans notre pays pour repousser un éventuel débarquement, se trouve totalement démentie. Il y aurait lieu d'y revenir. Longuement...

## Dans les Waffen-SS, les FFI ou la 2<sup>e</sup> DB

Chassés par la libération progressive du territoire, les hommes de la 8<sup>e</sup> compagnie finiront pour partie la guerre au sein des formations de chasse de la Waffen-SS au sein desquelles ils mèneront des missions derrière les lignes alliées, notamment en Alsace. D'autres iront combattre sur le front de l'Est avec la division Charlemagne. On retrouvera certains de ceux qui avaient déserté de la 8<sup>e</sup> compagnie au printemps ou à l'été 1944 dans les rangs des FFI, dans ceux de la 2<sup>e</sup> DB ou de la 1<sup>re</sup> armée, plus tard dans la Légion étrangère, où certains ne seront découverts que des années après la fin de la guerre. Quelques-uns échapperont à la justice de l'épuration en disparaissant dans la nature. La plupart aura à répondre de ces crimes. Une étude portant sur 83 arrêts ou jugements, soit environ la moitié des décisions prononcées par la justice contre des membres français de la 8<sup>e</sup> compagnie, permet de dénombrer 37 condamnations à mort. Mais cette apparente sévérité est à relativiser dans la mesure où seules 11 procédures ont abouti à des exécutions capitales, 9 peines ayant été commuées en travaux forcés et 15 étant restées sans effet, car prononcées par contumace. Dans deux cas, on ignore quelles suites ont été données aux décisions. Pour être complet, il faut ajouter 10 condamnations aux travaux forcés à perpétuité, 13 condamnations aux travaux forcés comprises entre 10 et 20 ans, une condamnation à 8 ans de travaux forcés, 19 à des peines de travaux forcés ou d'emprisonnement comprises entre six mois et cinq ans et trois cas dans lesquels seule la « dégradation nationale », peine non-privative de liberté, a été prononcée.



Le sous-lieutenant Demetrio, commandant en second de la 8<sup>e</sup> compagnie, après son arrestation en septembre 1944 par les troupes alliées. Jugé par les tribunaux militaires de Lyon, Marseille et Bordeaux, il n'est condamné qu'une fois, à dix ans de réclusion. Source photo : DCJAM.

L'extrême disparité des condamnations doit évidemment beaucoup à l'endroit et à l'époque où les procès eurent lieu. Condamné à mort par la cour de justice de Nîmes en 1945, le même homme avait de bonnes chances, avec le même dossier, de sauver sa tête devant les juges parisiens en 1948. Avec le temps, la répression perdit de sa vigueur et ceux qui, après quelques années de cavale, se livrèrent aux autorités n'eurent pas grand-chose à redouter. En témoignent les deux ans d'emprisonnement infligés à l'ex-« Brandebourgeois » François Carbone, le frère du célèbre truand marseillais Paul Carbone<sup>2</sup> par le tribunal militaire de Marseille en décembre 1952. Le dossier du Corse était, il est vrai, relativement peu étoffé.

Seuls deux cadres allemands de la 8<sup>e</sup> compagnie furent retrouvés et jugés, les sous-lieutenants Demetrio et Striefler. Condamnés aux travaux forcés, ils ont été libérés en 1953-54. De l'eau avait coulé sous les ponts, notamment ceux du Rhône, charriant à l'occasion quelques cadavres.

Olivier Pigoreau

L'auteur : Olivier Pigoreau travaille depuis plusieurs années sur l'histoire de la collaboration. Il a notamment publié *Nom de code : Atlas* (Nouveau Monde éditions, 2011), *Sanglante randonnée et 1944 : L'été chaud des collabos* (Histoire et Collections, 2013 et 2014).

---

2 Ce dernier et son associé, François Spirito, allaient inspirer les personnages principaux du film *Borsalino*, adaptation du livre d'Eugène Saccomano *Bandits à Marseille*.